

## Débat Public PNGDMR et Confiance dans le Nucléaire

Table ronde du 09/09/2019

Intervention de Georges Mercadal, en réponse aux trois questions posées par la CPDP, complétée par des notes de fin, suggérées par les questions posées par l'assistance

- *«La détérioration du dialogue et ses spécificités»*

**Mon constat**, en retournant à Bar le Duc en 2018 a été sans nuance. La défiance atteint un paroxysme, « on nous a trop trompés, on ne discute plus ». Les peurs se sont accrues, malgré, (ou à cause de?) la réversibilité : « plus on approfondi, plus ça fait peur ». L'attachement au territoire aussi : « on a de nouvelles implantations agricoles ».

**Alors j'ai relu** les conclusions du débat de 2006 présentées au Comité de L'énergie Atomique. J'ai compris que le véritable apport de ce débat n'était pas une solution technique, l'entreposage pérennisé, comme on l'a retenu. C'était une stratégie. C'était de profiter du temps de recherche encore nécessaire sur l'option enfouissement dans l'argile pour, **en temps masqué**, soit une vingtaine d'années à l'époque, lancer des travaux de définition et d'évaluation d'une alternative.

En juin 2018 à Bar le Duc, les opposants les plus radicaux demandaient toujours pourquoi le Parlement n'avait pas accepté cette stratégie si évidente à leurs yeux. Si la confiance dans le nucléaire en dépend, n'hésitons pas avait dit, en substance, le président d'EDF de l'époque (Février 2006) au comité de l'Energie Atomique. « Car le principal actif d'EDF, je le vois en discutant avec mes collègues étrangers, c'est la confiance que nous font les français ».

**Cette stratégie de la confiance** n'a pas été entendue. On n'a pas compris que **défiance, peurs et attachements** sont des sentiments collectifs très forts, aujourd'hui structurants. Ils sont dans tous les débats. Ils sont dans toutes les sociétés occidentales. Le succès des discours populistes le prouve.

On a pensé que la loi républicaine sanctifiant une solution technique bien expliquée créerait la confiance. **Ce n'est plus vrai**. Les périodes de grâce, où légitimité et confiance se superposent, sont courtes fait remarquer ROSANVALLON. Sauf à s'appuyer sur la force, la légitimité et les explications techniques, sans la confiance, ça ne marche pas. Certes Bures n'est pas NDDL, mais il pourrait le devenir. Ou être SIVENS. Il faut s'occuper de la confiance pour elle-même dit le même ROSANVALLON, par un « processus de travail avec la société ». C'est ce qui inspire ma proposition.

- *«Comment Améliorer la confiance?»*

On ne s'étonnera pas que je propose d'engager une stratégie inspirée de celle de 2006. Mais il faut en adapter le contenu, et la mettre en place pas à pas.

**Deux différences** entre 2006 et 2019 :

L'entreposage pérennisé sur des millénaires qui était le contenu technique de cette stratégie sociotechnique en 2005-2006, n'est plus défendu par personne.

L'entreposage pérennisé sur plusieurs siècles, deux ou trois, semble bien une échelle de temps à laquelle tout le monde admet le « faire confiance à la société »<sup>i</sup>.

**D'où l'hypothèse d'une Gestion de longue durée :** (jusqu'à trois siècles disait le CEA en 2006, « on vous donne du temps »)

La sociologie ne peut donc se substituer à la géologie, pour reprendre le vocabulaire de 2005-2006. Mais la sociologie peut coopérer avec la géologie. D'où cette **hypothèse : Gérer** les déchets dans un entrepôt de longue durée, et **pas seulement les garder**. Cela permettrait de **créer deux nouvelles possibilités de sortie**, alternatives au « stockage réversible CIGEO » :

Une solution, industriellement au point, de rupture, comme la transmutation par laser. J'ai constaté l'enthousiasme que cet espoir fait naître dans la Meuse. On ne peut l'ignorer. Mais ce n'est qu'un espoir, comme toute rupture.

Une solution de complémentarité dans le temps : entreposage géré-stockage irréversible. Pour diminuer les peurs de court et de long terme par des améliorations incrémentales du système de confinement constitué du colis **et** de l'argile. En quelque sorte, un hybride entre tout miser sur l'argile, ou tout sur le colis comme les Suédois<sup>ii</sup>.

**Tester cette hypothèse<sup>iii</sup> : Contradictoirement au cours d'un temps masqué suffisant. Pour cela, auparavant, définir avec la société civile, ce temps masqué et les travaux à y réaliser.**

Le temps masqué, en dizaines d'années, c'est celui pendant lequel le projet CIGEO se poursuit, mais où la décision de le faire reste complètement ouverte. Or **si la « phase pilote » est réellement pilote**, un tel créneau existe forcément.

Mais cela n'est aujourd'hui pas clair pour tout le monde. **La concertation d'après débat PNGDR** est là pour y travailler. Son but : **converger** vers la définition de ce temps masqué de quelques dizaines d'années. Ce qui revient à converger sur la définition de la phase pilote de CIGEO, et de sa gouvernance.

La définition des travaux de ce temps masqué serait confiée à **un groupe d'expertise plurielle**, placé comme « expertise complémentaire financée » auprès du garant de cette concertation d'après débat PNGDR. Ces travaux doivent être suffisants pour permettre, à l'issue du temps masqué, de juger entre les trois solutions ainsi créées<sup>iv</sup>.

Ce groupe serait aussi un moyen efficace, à disposition du garant de la concertation, pour aider activement à la compréhension mutuelle des partenaires, en élucidant leurs points de désaccord. C'est en ce sens que ce garant peut, et doit, être un garant-facilitateur de la recherche de convergence, et pas seulement un garant-notaire. Sans être pour autant un médiateur qui cherche lui-même les compromis<sup>v</sup>.

- *Les conditions de la réussite*

Je vais au plus décisif : que les acteurs jouent, **sincèrement**, la recherche de convergence sur la définition d'un temps masqué. Car la confiance se crée en avançant. Cela veut dire :

Pour les responsables du nucléaire, c'est donner la preuve immédiate de leur sincérité. La preuve qu'ils ne cherchent pas le fait accompli. La preuve qu'ils n'invoquent plus l'urgence. Ce sont les **deux poisons mortels de la confiance**.

De la part des associations c'est faire **montre d'esprit de compromis**. On ne peut le demander aujourd'hui aux locaux. On peut espérer, qu'ainsi défini, ce pas est suffisamment petit pour que les nationaux, dont l'objectif majeur est « sortir du nucléaire », puissent s'y engager sans être accusés de trahir les locaux.

Associations et Responsables devraient constater que c'est leur **intérêt bien compris**.

Car la confiance dans le nucléaire n'est plus ce qu'elle était en 2005, les fluctuations du baromètre de l'IRSN en témoignent. Il s'ensuit que le problème des déchets HAVL, qui était le seul levier contre le nucléaire en 2005-2006, n'est aujourd'hui ni le seul, ni même le principal. Cette situation change le combat entre pro et anti nucléaires :

Penser couper l'herbe sous le pied au « sortir du nucléaire » en affichant une solution pour se débarrasser définitivement et rapidement des déchets HAVL, stratégie qui a tout dominé, et dicté toutes les lois, de 1991 à 2016, n'a plus aucun réalisme.

Penser obtenir la mort par KO du nucléaire, par l'opposition violente locale à la poursuite de CIGEO, n'en a pas plus.

Alors, pourquoi pas **un premier dialogue sans présupposé**, sur un objet limité, dans le cadre de la concertation d'après-débat PNGDMR, **la faisabilité d'un temps masqué ?**

i Car la garde de longue durée des colis, ou des déchets eux-mêmes, sur 150 à 300 ans paraît, de fait, un pari accepté. Par les responsables puisqu'ils envisagent de gérer le stockage « comme un entrepôt » pendant cent cinquante ans, ce qui, dans la réalité, deviendra bien deux cents ans ! Par les opposants, puisqu'ils recommandent de mettre au point une solution industrielle par transmutation, qui demandera beaucoup de temps, ils évoquent 300 ans, et en attendant d'entreposer les déchets.

ii Etudier la solution : maintenance industrielle de longue durée et, à l'issue, stockage irréversible, n'est peut-être pas spontané dans le découpage actuel des responsabilités. Cela le deviendrait si l'ANDRA était responsable des deux phases.

J'ajoute que tout objet mieux connu se maîtrise mieux. La mise au point, et la mise en œuvre en toute transparence avec la société civile, d'un procédé d'inspection non destructif des colis, pourrait être à la fois le premier pas d'une maintenance prédictive, de recherches de perfectionnement des colis, et en soi un facteur de confiance entre les opérateurs et les gens.

iii Parvenir à ce test, en confiance avec la société civile, est compliqué. Parce qu'il s'agit de gérer et pas seulement de garder, il faut étudier cette perspective de gestion. Et pour ne pas lâcher la proie pour l'ombre, il est naturel que cela se fasse sans ralentir le cours de CIGEO, en temps masqué. Or cette dernière condition est contraignante, parce que pour évaluer sérieusement l'espoir que fait naître à nouveau, dans le public concerné, la transmutation, ou définir un programme industriel d'améliorations incrémentales du système colis-stockage, il faut du temps. La définition contradictoire du temps masqué est bien l'étape critique de la confiance.

iv A savoir : CIGEO réversible mis au point par sa phase pilote ; entreposage de longue durée et stockage irréversible de colis froids et plus sûrs ; remplacement du stockage par un procédé industriel de transmutation.

v Cette conception de la concertation d'après débat est celle contenue dans les cahiers méthodologiques de la CNDP de 2007, et dans mon livre. Elle donne un but à la concertation : rechercher des convergences. Elle donne au garant un rôle actif, mais qui reste neutre quant aux contenus, pour aider les protagonistes à dialoguer dans la clarté. Elle donne à la société civile le moyen de formuler solidement son argumentation, donc d'influencer par des voies républicaines la décision : c'est le maximum que l'on puisse lui donner, sans empiéter sur le parlement. C'est la justification de l'indépendance de la CNDP, que celle-ci a remarquablement affirmée en rouvrant le débat sur les alternatives à CIGEO..